

Nous étions 12 000 en Rhône-Alpes.

500 devant la Préfecture d'Annecy pour réclamer une augmentation des Salaires, des Emplois et de meilleures Conditions de Travail. Nous voulons une juste répartition des richesses créées par le travail !

Nous avons, par cette action dénoncé la vérité que ce qui coûte à la société : c'est le capital !

ANNECY

- Piquet de grève devant la CPAM (39% de grévistes). 20 militants présents pour distribuer les tracts et inciter à la lutte collective.
- En grève : La Poste - NTN-SNR - CPAM - STAUBLI - HÔPITAL - RECTIPHASE - TEFAL....
- Distribution de 8000 tracts en amont de la Manif avec conférence de presse le Vendredi 21 Janvier.



ANNEMASSE

- Initiative de rassemblement devant la MAPAD de Vetraz-Monthoux pour soutenir les salariés en grève. Obtention de réunion du personnel avec la direction et CGT pour améliorer les conditions de travail.

THONON

- Distribution de 1000 tracts le matin avec discussion rencontrant un écho très positif de la campagne coût du capital.
- Débats avec une dizaine de militants sur la Place du Marché avec les citoyens.

Au cours de la Manifestation nous avons relancé la signature de la Pétition Prud'Hommes (plusieurs centaines de signatures sur la manifestation).

Nous devons faire vivre cette pétition pour exiger des élections prud'hommes dans les entreprises. C'est ça LA DÉMOCRATIE !

En fin de manif, une délégation CGT + FSU a été reçue en Préfecture. La CGT s'est fait l'écho des revendications des salariés et a affirmé et exigé que le gouvernement doit prendre des mesures contre le coût du capital et pour revaloriser les Salaires !

Et si patronat et gouvernement font la sourde oreille, on recommencera l'action !

ON LÂCHE RIEN !

Le 6 Février est une action qui marque l'opposition des salariés et retraités, face au patronat et à ce gouvernement «social-démocrate», c'est un point de départ pour l'exigence d'une nouvelle politique, moderne et d'anti-austérité, qui dénonce le coût du capital et prône un meilleur partage des richesses.



Intervention Pierre SOLVAS - Secrétaire Général UD CGT 74

Journée Nationale d'Action Interprofessionnelle

Jeudi 6 Février 2014 - ANNECY

Camarades,

Alors que la TVA augmente, que les mutuelles d'entreprises sont imposables, que les cotisations CAF ne seront plus payées par

le patronat mais par les ménages, c'est 220 milliards d'exonérations fiscales et sociales dont bénéficie le patronat.

Depuis 1995 le salaire moyen augmente de 0.6%, En 2012, pour la première fois en 30 ans, le pouvoir d'achat a reculé. Dans le même temps la rémunération des actionnaires a été multipliée par 13 en 30 ans. En 2012 la rémunération moyenne des patrons français a augmenté de 9.3%.

Sur le département, en juillet 2008, il y avait 25 743 privés d'emploi et aujourd'hui ils sont 47 902. Les plans de destruction d'emplois se succèdent. Ceux qui sont en emploi notent une aggravation considérable de leurs conditions de travail liée notamment au cruel manque d'effectif.

Sabordage ! parce que c'est la crise nous dit-on. Mais cette crise est liée au coût considérable du capital, elle est liée à la financiarisation de l'économie, se traduisant par une recherche de profit à court terme sans aucune réflexion autour des besoins des populations et du développement humain durable.

C'est le coût du capital qui pèse sur les salariés, c'est cette insupportable charge qu'est le capital le problème de notre économie mais ce n'est certainement pas une fatalité. Et nous saurons le faire entendre par les actions revendicatives dans les entreprises.

Le patronat, le gouvernement, certains médias, ne cessent de nous répéter comme une évidence acquise que le travail coûterait trop cher, que le rémunérer pénaliserait la compétitivité, que notre modèle social constituerait un handicap dans la guerre économique mondialisée. Pourtant, tous les indicateurs le confirment c'est d'un manque d'investissement, d'une insuffisante rémunération du travail, d'une trop forte rémunération des actionnaires, d'une consommation en déclin faute d'emplois et de salaires corrects que souffrent nos entreprises.

Le coût du capital a été multiplié par 5 en 30 ans et c'est bien l'envolée des dividendes de 2008 qui est à l'origine de la crise alors que dans le même temps, la part des salaires dans la valeur ajoutée a fortement chuté. L'injuste répartition des richesses créées par le travail est bien à l'origine des maux des salariés.

Les richesses créées par notre travail doivent prioritairement servir à la réponse aux besoins sociaux, à la création d'emplois de qualité, à la revalorisation du SMIC, à la hausse des salaires pour vivre mieux et permettre une relance de la consommation des ménages et permettre ainsi une relance de la croissance.

Il y a toutes les raisons de revendiquer, de se battre et de lutter pour nos emplois, nos salaires, et notre protection sociale et solidaire. C'est en multipliant les luttes que nous y arriverons,

Car c'est possible !

Diviser par deux les dividendes des actionnaires libérerait 120 milliards d'euros pour les investissements productifs, et permettrait de revaloriser le SMIC et le point d'indice dans les fonctions publiques. Cela créerait de l'emploi et garantirait le financement de la Sécurité sociale.

En ouvrant le débat sur le « coût du capital » pour répartir autrement la richesse produite, la CGT veut rétablir la vérité. Elle veut démontrer que ce qui coûte ce n'est pas le travail, c'est le capital. Aujourd'hui, en moyenne un salarié du privé travaille 45 jours par an pour payer leurs dividendes aux actionnaires. Alors qu'il en travaillait 12 il y a 30 ans.

La campagne sur le « coût du travail » orchestrée par le Medef ne vise qu'à culpabiliser les salariés et à permettre à une minorité d'accaparer les richesses produites par notre travail.

Pour changer de logique de développement, pour changer la donne, nous le savons, le monde du travail doit s'organiser, se rassembler, s'unir et agir...

C'est le sens que nous donnons à cette journée d'action de grève et de manifestation du 6 février. Nous devons continuer ensemble à porter nos exigences en matière d'emploi, de salaires, de protection sociale, de développement de service public car c'est entendu que la crise c'est eux, que la solution c'est nous, notre travail, nos propositions.